

La RD Congo de demain : Quelle politique pour quel Etat ?

Philippe BIYOYA Makutu Kahandja

Introduction

Pour imaginer la République Démocratique du Congo de demain, l'on pourrait partir des tendances observées de l'évolution politique en Afrique et dans le monde ou de la dynamique particulière des institutions nationales. Pour notre part, nous voulons tenter ici une esquisse de géopolitique congolaise qui, de l'avis de Dominique David s'entend comme la manière dont un pays voit le monde et se voit dans le monde. Cette géopolitique congolaise se construit dans notre esprit à partir de l'expérience récente du montage démocratique russe et du leadership de Vladimir Poutine.

Pour sortir la Russie du degré zéro, Poutine a mis en place un pouvoir d'apparence démocratique sur fond de tradition autoritaire : il a opté pour un libéralisme économique fait avec le retour de grands groupes d'Etat et a aligné la Russie sur l'Occident sans toutefois perdre la perspective de la puissance russe.

V. Poutine se voulait un leader normalisateur tandis que la Russie ambitionnait de redevenir une nation normale et normalisée. Le Président russe était perçu comme le gestionnaire d'un portefeuille de garanties de type économique et de type politique; garantie d'une économie ouverte, avec, cependant, des réformes juridiques sous le regard d'un Etat stabilisateur et acteur via le système fiscal (impôt) qui permettrait à l'Etat d'exister. Poutine s'est efforcé de restaurer l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national; pari qu'il a réussi. La stabilité politique et l'image ternie du pays retrouvées ont recréé la confiance et constitué un facteur psychologique important

Professeur à l'Université de Kinshasa. Directeur IMPRISS.
E-mail :

pour un peuple profondément humilié après l'effondrement du pays dans les années 80. Il fallait, par exemple, à travers la guerre de Tchétchénie, éviter la désintégration du pays.

La République Démocratique du Congo aura connu ce destin russe du degré zéro qui aurait dû justifier des efforts de sortir des logiques anciennes du pouvoir d'Etat et d'opérer de meilleurs choix de politique extérieure; les guerres déstabilisatrices et désintégratrices de l'Est du pays, l'admission au programme PPTE ainsi que le régime de tutelle de la Transition 1+4 ayant été ces facteurs d'humiliation stimulatrice du devoir d'un sursaut d'orgueil national.

C'est cette toile de fond qui a aidé à étoffer la présente présentation qui tente une synthèse des lectures optimistes et pessimistes du temps et de l'espace congolais.

Notre thèse principale consiste à démontrer la quasi-absence de perspective de reconstruction de l'Etat, reconstruire l'Etat étant un pari difficile à gagner, parce qu'au-delà des institutions, la classe politique congolaise manque de relais politiques, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'alternance politique. Bien que le pays soit doté des institutions issues des élections relativement démocratiques et transparentes, la classe politique congolaise n'est pas comme toute classe politique, dans un pays démocratique, qui canalise les attentes collectives. Les partis politiques congolais ne sont pas réellement comme un contrepoids au pouvoir; ils donnent l'impression d'être au service de celui-ci. La société civile et les partis politiques en République Démocratique du Congo fonctionnent de manière quelque peu atypique.

Le chemin de l'avenir de la République Démocratique du Congo est entre le devoir de réformes et l'impératif de la renaissance. Mais, le plus inquiétant demeure la tendance prononcée à la banalisation de la question de l'armée ou de la politique de la défense nationale et de la sécurité régionale dans un contexte régional et mondial pourtant incertain. La négligence, par des élites dirigeantes d'origine militaire, de ces questions spéciales de souveraineté nationale pendant et après les guerres civiles et régionales est grave, car il y va de la survie de la nation. De telles questions devraient préoccuper tout dirigeant qui veut assurer la sécurité et l'intégrité de son pays.

Le Problème

La République Démocratique du Congo de demain sera-t-elle un Etat ou un espace économique «désouverainisé», un marché régional de l'économie mondiale ? Cette interrogation qui hante plus d'un constitue un champ de réflexion fertile. Philémon Mukendi invite à réinventer l'espoir là où Kā Mana estime qu'il nous faut inventer la République Démocratique du Congo. Une République Démocratique du Congo affranchie du formatage néocolonial et

néolibéral, faute de moyens de s'en approprier, à l'instar du Burkina-Faso et de la Côte d'Ivoire d'Houphouët Boigny. Arnaud Zacharie et Bob Kabamba établissent l'équation de la reconstruction : reconstruire un Etat au bord de la faillite dans un nouveau monde multipolaire. Choisir entre le destin d'un espace minier contrôlé par le capital étranger et le destin d'une puissance régionale limitée constituerait le nouveau dilemme congolais qui structure aujourd'hui les voies d'un avenir incertain.

Cette question de savoir quelle politique pour quel Etat avait déjà été soulevée en son temps par Patrice-Emery Lumumba en termes des menaces qui pesaient à l'orée de l'accession à l'indépendance nationale sur l'avenir politique du Congo. En la reprenant ce jour à l'occasion des festivités du cinquantenaire de l'indépendance, il s'agit, non pas de scruter l'horizon d'un ciel chargé des nuages de pluie et des menaces d'orage, mais d'affronter l'incertitude d'un destin national devenu aléatoire au regard des tendances générales de l'évolution globale et systématique du monde.

Pour emprunter l'expression de Gabi Hesselbein dans son récit analytique de la construction de l'Etat, «Essor et déclin de l'Etat congolais», la question sous examen pourrait s'énoncer comme suit : *«que faire pour inverser les tendances inexorables au déclin de l'Etat congolais, hier effondré et aujourd'hui en refondation ?»* Il s'agit, dans ce cas, de procéder à l'examen des conditions et des capacités du Congo et des Congolais à assumer la vocation géopolitique de l'Etat congolais, nation pivot de l'équilibre régional en Afrique centrale ou encore celle frantzfanonienne d'une politique géostratégique régionale de l'Afrique combattante et militante.

L'avenir congolais post-cinquantenaire donne lieu à plusieurs regards croisés entre ceux qui, comme Jean-Claude Willame, Marie-France Cross et François Misser, partisans d'une République Démocratique du Congo – Etat sous tutelle – qui craignent le pire et ceux qui, comme Colette Braeckman et Philémon Mukendi espèrent une nouvelle version de l'indépendance du pays en mal endémique de nationalisme.

Le caractère souverain de l'Etat est souvent occulté dans ce débat alors qu'à notre avis, le principal mal structurel de la République Démocratique du Congo est ce déficit de souveraineté à la fois économique et géopolitique.

Le pays du majestueux et puissant fleuve Congo, pays rimant avec le chaos, pays de paradoxe et de scandale, mais dont les violences contre son intégrité physique n'aboutissent jamais à la remise en question de l'unité nationale, est le type achevé d'un Etat hydrographique, délibérément construit en référence au bassin de son fleuve éponyme et sans la moindre considération envers le substrat humain, un territoire immense sans aucune unité humaine.

Ce pays au destin national incertain et qui serait, d'après d'autres observateurs, toujours en quête de nation, serait un pays résistant. La question aujourd'hui est de savoir comment désormais opérer la mutation et convertir l'économie de résistance au complot de balkanisation et de partition en économie d'action de conquête des libertés et de rang sur l'échiquier de politiques nationales et mondiales.

A l'époque de la convocation de la Nation congolaise au Dialogue National en terre sud-africaine, nous avons estimé qu'il était possible d'inventer un autre avenir congolais de paix grâce au choix d'un modèle institutionnel approprié. Nous avons suggéré le modèle institutionnel allemand post-conflit. Mais, face aux enjeux électoraux de l'après-transition Sun-City du modèle atypique du partage des responsabilités d'Etat (1 + 4), nous avons commencé à redouter la perspective d'une évolution institutionnelle hors schéma institutionnel modelé sur l'Etat devant la persistance de la tendance au déclin de celui-ci, à l'intérieur d'un espace que l'on aménagerait pour accueillir les grandes affaires d'argent et de commerce. La République Démocratique du Congo nous paraissait désormais destinée à la «Hongkongorisation» quant à son avenir géopolitique. Pour y échapper, il y avait urgence d'inventer une nouvelle géopolitique régionale du développement de la RD Congo.

Le Congo du monde global et du Pacte de Nairobi, de l'après-les guerres de la Région des Grands-Lacs en République Démocratique du Congo, de la première guerre mondiale africaine, des guerres du Kivu et des guerres régionales des opérations conjointes du traquage des Forces négatives ougandaise et rwandaise, est un nouveau Congo dont il nous faut apprendre les caractéristiques géopolitiques. Choisir un avenir national autonome dans un contexte panafricaniste mondialisé et globalisé pourrait être la voie royale pour assurer un meilleur avenir de la RD Congo.

Une vision panafricaniste du destin géopolitique de la RD Congo a besoin d'une politique congolaise d'intégration régionale, aujourd'hui absente.

Concrètement, il s'agit, pour les Congolais, de refaire le chemin de la décolonisation selon les étapes ci-après :

- identifier les étapes de l'appropriation du destin qui n'auraient pas bénéficié des investissements historiques réels ou encore qui auraient échappé à notre attention nationale ;
- réintégrer l'économie du choc de notre indépendance nationale avec l'appâté de la guerre froide dans une Afrique divisée idéologiquement; et surtout,
- évaluer l'impact des guerres d'agression des années de l'indépendance à nos jours et aussi de toutes les autres guerres et rébellions armées sur la

- capacité de notre Etat à assumer nos volontés d'indépendance et surtout à s'élever en stature de puissance nationale, régionale et mondiale ;
- découvrir les liens du système colonial avec les nouveaux systèmes de pouvoirs postcoloniaux, à savoir : le régime Mobutu, les régimes Kabila, le régime de Transition 1 + 4, et enfin, le régime des coalitions majoritaires issue des élections démocratiques. Qu'ont-ils en commun et qu'est-ce qui les différencie ?

Ce triple exercice pourrait nous renseigner sur les difficultés et dramatiques conditions de notre naissance au monde comme Etat, lesquelles ont jusqu'ici rendu vaines nos velléités d'indépendance. La nature coloniale de nos modes de gestion de l'Etat et de la société pressentie en son temps par Young Crowford explique sans doute les difficultés de gouvernance à la base de l'immobilisme institutionnel.

Pour une colonie non-préparée à la gestion des responsabilités politiques et au gouvernement de la nation, n'avait-il pas fallu s'accorder un temps d'apprentissage des exigences d'une gestion responsable de l'avenir, un temps de transition qui aurait permis de nous approprier l'Etat colonial dans son efficacité administrative et territoriale, dans l'efficacité de son système de production de biens et de création des richesses ?

La République Démocratique du Congo comme la République de Guinée Conakry constituent des exceptions dans la marche vers l'indépendance de nouveaux Etats africains pour n'avoir pas bénéficié de l'assistance ou de l'accompagnement des anciennes puissances métropolitaines sur la scène internationale. La passation des pouvoirs n'a pas été un rite d'initiation à la puissance ou au leadership international.

Le mode de fonctionnement du régime Mobutu ainsi que ses logiques de pouvoir ont-ils reçu un traitement redresseur ? Sinon, comment conditionnent-ils aujourd'hui l'avenir national ?

La «Hongkongorisation» du destin national et international de la République Démocratique du Congo consiste dans le renoncement à la vocation géopolitique africaine ainsi qu'aux rôles géostratégiques dans la politique nationale.

Les perspectives

Dans la perspective de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance nationale, et, tirant prétexte de l'inconsistance et de l'impuissance d'une majorité présidentielle numérique au sein des institutions nationales et provinciales, la politique d'un autre avenir de paix, de progrès, de dignité et d'humanité devrait être celle à même de stopper et d'inverser la tendance

générale au déclin de la nation dans un monde en croissance, et aussi, d'opérer définitivement une rupture avec l'immobilisme et l'impuissance institutionnels observés par la mise en place de nouveaux supports institutionnels au devoir du leadership national, régional et mondial qu'impose le nouveau contexte du monde global.

Il faut procéder au choix d'un avenir voulu, grâce à un projet national ambitieux d'insertion volontaire et responsable de la RD Congo dans le monde global, preuve d'engagement et de détermination à marquer l'histoire nationale et aussi celle de la région de l'Afrique Centrale. Devant l'évidence des mutations géopolitiques qui s'annoncent dans cette partie du monde où la géostratégie du pétrole pourrait aboutir à la reconfiguration des rapports de forces et à la redistribution des cartes politiques, la RD Congo devrait guérir avant tout son mal atavique du déficit d'autorité publique en vue d'un leadership d'Etat rationnel de type wébérien.

Une réflexion stratégique visant la redéfinition de l'intérêt national congolais doit être suscitée; il s'agit d'examiner les forces et faiblesses de secteurs nationaux par lesquels la République Démocratique du Congo est connectée au système mondial global : diplomatie et défense nationale, économie, monnaie et finances, sciences et technologie, culture et société.

L'issue de cette réflexion devrait donner lieu à la mise en place des structures de réformes institutionnelles en vue de transformer les modes d'action de l'Etat et les mœurs des populations. Le pays devrait aussi se doter d'une structure nationale de coordination stratégique des forces sociales de changement, chargée d'œuvrer au quotidien à la consolidation de l'unité et de la solidarité nationales, vecteur de la nouvelle puissance nationale. Pour soutenir cet effort de réflexion, on peut créer un Institut ou Centre national des relations internationales et de planification stratégique pour promouvoir la capacité congolaise d'interactions globales et mondiales. L'évolution des institutions politiques doit être compatible et refléter la dynamique générale de la société et s'inspirer quotidiennement de l'évolution des rapports des forces mondiaux.

La République Démocratique du Congo notre pays n'a pas été capable de se donner une politique de décolonisation autre que l'africanisation des cadres non préparés à la tâche. Pour assurer un meilleur avenir, il faut une politique de formation permanente des dirigeants et autres leaders de nos institutions.

Une telle politique d'auto-prise en charge devrait se préoccuper de la gestion des effets, par exemple, des guerres d'agression qui auront eu des impacts nuisibles sur notre capacité à assurer notre croissance politique et institutionnelle. Comment, à l'avenir, contenir le déferlement des forces étrangères

sur le territoire congolais et condamner la tendance à l'instrumentalisation de notre volonté d'indépendance ?

Inventer, par exemple, une politique de décolonisation interne par la constitution d'une union politique des provinces donnerait de gages d'unité nationale renforcée et d'un nouvel Etat congolais souverain.

Nous avons autrefois soutenu que la réponse à la question de savoir quelle nature d'Etat pour la République Démocratique du Congo de demain réside dans l'établissement d'une union politique des provinces, gouvernement transnational pour cause de refondation de l'Etat et de la République.

Une politique de réforme, de modernisation et de progrès économique est également une autre piste à considérer. Elle aura pour mission de gérer, en les canalisant, les convoitises extérieures avec leurs corollaires de rivalité commerciale préjudiciable à l'indépendance, et aussi d'endiguer les ingérences étrangères multiformes à la base de la «Hongkongorisation» de notre destin national.

Une politique d'intégration sociale en vue de construire l'identité nationale autrement que par la question de la nationalité congolaise devrait voir le jour et concerner la philosophie générale de la politique de l'éducation nationale. La République Démocratique du Congo a tout autant besoin d'un nouvel Etat souverain que d'une société fraternelle réconciliée et solidaire.

Le plus grand défi congolais dans pareilles perspectives, c'est d'être d'abord une société humaine à l'image de celle des autres pays. Et la vocation géopolitique de la RD Congo pour être assumée au niveau régional devrait sortir de la logique des communautés régionales à essence bureaucratique pour développer une politique nationale de régionalisation de l'économie congolaise. Au lieu de se complaire dans les présidences administratives de la CEEAC et de la SADC, la RD Congo devrait jouer un rôle régional et international important dans sa capacité à structurer son espace économique interne dans le sens d'un marché interne destiné à servir la cohésion et la cohérence stratégiques nationales et aussi à se constituer en économie à vocation régionale produisant pour un marché élargi aux marchés des pays voisins. Ce qui impose de se donner des entreprises nationales à grande ambition et à vocation à transformer les communautés régionales transnationales des structures en entreprises compétitives plutôt que des administrations routinières.

Philippe BIYOYA Makutu Kahandja